



Bègles, le 1^{er} octobre 2021

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2021

Le Conseil municipal s'est réuni le 28 septembre 2021 à 18h30, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH, Maire de Bègles, par suite d'une convocation en date du 22 septembre 2021.

Étaient présents : M. Clément ROSSIGNOL PUECH, : Mme Edwige LUCBERNET, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Vincent BOIVINET, Mme Amélie COHEN-LANGLAIS, M. Olivier GOUDICHAUD, Mme Fabienne CABRERA, M. Pierre OUALLET, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Aurélien DESBATS, Mme Catherine CAMI, M. Xavier-Marie FEDOU, Mme Bénédicte JAMET DIEZ, M. Jacques RAYNAUD, Mme Isabelle TARIS, M. Benoît D'ANCONA, M. Pascal LABADIE, Mme Sadia HADJ ABDELKADER, Mme Sylvaine PANABIERE, M. Guénolé JAN, Mme Marie-Laure PIROTH, Mme Typhaine CORNACCHIARI, Mme Laure DESVALOIS, M. Nabil ENNAJHI, M. Florian DARCOS, M. Idriss BENKHELOUF, M. Christian BAGATE, M. Mohammed MICHRAFY, M. Alexandre DIAS, Mme Isabelle TEURLAY NICOT, Mme Fabienne DA COSTA, M. Christophe THOMAS.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme Laetitia VASSEUR donne procuration à M. Pierre OUALLET
Mme Seynabou GUEYE donne procuration à Mme Fabienne DA COSTA

Absent : /

Secrétaire de la séance : M. Olivier GOUDICHAUD

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. Olivier GOUDICHAUD est désigné comme secrétaire de séance.

ADOPTION DU PROCÈS VERBAL ANALYTIQUE DU CONSEIL PRÉCÉDENT

Le procès-verbal de la séance du 6 juillet 2021 est adopté à l'unanimité.

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Il n'y a pas d'observation sur les décisions municipales présentées au Conseil municipal. Elles sont adoptées à l'unanimité.

DÉLIBÉRATIONS

1. AVIS OFFICIEL DE LA VILLE DE BEGLES DANS LE CADRE DE LA CONCERTATION METROPOLITAINE SUR L'AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE TOULOUSE

Suite à la concertation des quatre mairies limitrophes de la route de Toulouse, sur l'aménagement de cet axe majeur à l'échelle métropolitaine, le Conseil décide :

- D'émettre un avis favorable au projet d'aménagement global de la route de Toulouse, l'un des principaux axes de Bordeaux Métropole
- De se positionner en faveur de la solution Réseau Cyclable à Haut Niveau de Service (RCHNS)
- De prescrire des ajustements sur les différentes propositions d'aménagement du Réseau Cyclable à Haut Niveau de Service sur chaque planche de la concertation
- De s'opposer fermement au projet de création d'un barreau routier dans le parc de Mussonville, poumon vert de l'agglomération bordelaise, qui doit rester un lieu accessible à tous, apaisé et un sanctuaire de biodiversité

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

2. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CULTURELLE DES KABYLES DE BORDEAUX

Afin de soutenir les habitants de Kabylie, durement touchés par les incendies de l'été dernier, le Conseil décide d'attribuer une subvention exceptionnelle de 500 euros à l'Association Culturelle des Kabyles de Bordeaux pour permettre l'achat de matériel médical et de médicaments.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3. CONTRAT DE CO DEVELOPPEMENT DE 5^{EME} GENERATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Bordeaux Métropole poursuit la mise en œuvre, dans le cadre de ses compétences, des contrats de co-développement avec ses 28 communes membres. Ce projet de territoire partagé fait l'objet d'une déclinaison opérationnelle pour les 3 ans à venir (2021 à 2023). Le Conseil approuve les termes et autorise Monsieur le Maire à signer ce contrat qui regroupe 68 actions identifiées et porte une ambition forte pour la Ville sur des thématiques structurantes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

4. ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES DE BORDEAUX METROPOLE POUR LA GESTION DES BIODECHETS ISSUS DE L'ACTIVITE PUBLIQUE

Aux fins de rationalisation des coûts et d'efficacité, le Conseil valide l'adhésion au groupement de commandes entre Bordeaux Métropole et les communes d'Artigues-près-Bordeaux, de Bègles, de Bordeaux, du Bouscat, de Carbon Blanc, de Gradignan, du Haillan, de Mérignac, de Saint-Aubin du Médoc, de Saint-Médard en Jalles, de Talence, de Villenave d'Ornon ainsi que le Centre Communal d'Actions Sociales de la ville de Bordeaux, du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) Bordeaux Aquitaine, le Marché d'Intérêt National, le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de Bordeaux-Mérignac, le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux (CHU), et certains collèges du Département de la Gironde et accepte les

termes de la convention constitutive. Monsieur le Maire, ou son représentant pourra signer la convention ainsi que tout autre document nécessaire à sa mise en œuvre notamment les avenants à ladite convention.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5. SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE A L'ASSOCIATION DOJO BEGLAIS PARTENAIRE DU PROJET ÉDUCATIF DE TERRITOIRE (PEDT)

Le Conseil approuve l'attribution d'une subvention complémentaire au titre du PEDT d'un montant de 11 187,50 € à l'Association DOJO BEGLAIS, afin de prendre en compte les heures réellement effectuées par l'association durant l'année scolaire 2020/2021, sur la pause méridienne en remplacement des absences d'autres associations pendant la crise sanitaire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

6. DEMANDE DE FINANCEMENT DU MATERIEL DE CONDITIONNEMENT DES REPAS DU SERVICE DE PORTAGE A DOMICILE

Suite à la création du service de portage de repas à domicile, destiné aux Personnes Âgées de plus de 60 ans, il y a lieu d'acquérir le matériel de conditionnement et manutention pour la production des repas pour 8 039,60 € HT.

Le Conseil autorise Monsieur le Maire à approuver la demande de financement dans le cadre de l'Appel à projets 2021 - ALIMENTATION LOCALE ET SOLIDAIRE du programme France Relance suivant ce plan de financement :

DÉPENSES : - 8 039,60 € HT	RECETTES : 8 039,60 € HT
Ville de Bègles – Achat du matériel - 8 039,60 € HT	1- Etat / France Relance : 6 431,68 € HT 2- Ville de Bègles : 1 607,92 € HT

L'ensemble des documents justificatifs nécessaires pour répondre au cahier des charges en vue de l'obtention du dit financement sera fourni. Monsieur le Maire, ou son représentant, sera autorisé à signer tous documents administratifs et comptables en lien avec l'attribution éventuelle de ladite subvention dont la convention d'attribution de subvention et sera en charge d'en assurer l'exécution des termes.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

7. CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA REALISATION D'UN DIAGNOSTIC LOCAL DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE L'ELABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS

La Ville a choisi de se faire accompagner par le Forum Français de la Sécurité Urbaine (FFSU) pour une mission d'accompagnement et de conseil stratégique dans la lutte contre la délinquance. Afin de réaliser ce plan d'action, le Conseil approuve la convention de partenariat et autorise Monsieur Le Maire (ou par délégation Monsieur LABADIE, Conseiller municipal en charge de la Tranquillité Publique) à la signer ainsi que tout autre document afférent à cette mission.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS – CREATION D'UN EMPLOI DE RESPONSABLE DE LA COHESION SOCIALE, DES SOLIDARITES ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE CORRESPONDANT AU GRADE D'ATTACHE TERRITORIAL

Il est décidé de recruter un responsable de la Cohésion Sociale, des Solidarités et de la Politique de la Ville, correspondant au grade d'attaché territorial, pour renforcer le

pôle Social et Solidarités dans la mise en œuvre de sa réorganisation interne. Les missions suivantes lui seront confiées :

- Contribuer au développement, à la réalisation, à l'évaluation et à la valorisation du projet social de la Ville
- Créer les conditions de l'innovation sociale et expérimenter les manières agiles de répondre aux enjeux sociaux repérés
- Permettre au pôle social d'assurer sa nouvelle mission « politique de la ville » par une coordination renforcée, élargie et de proximité / mobilisation des professionnels du territoire et développement d'une dynamique collective, coordination et animation transversale du programme d'actions redéfinies
- Favoriser l'émergence et l'accompagnement des projets locaux par le soutien et l'accompagnement des porteurs de projets

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

9. PROTECTION SOCIALE DU PERSONNEL

La Mutuelle « prévoyance » retenue au terme de la consultation de l'appel d'offres, est la Mutuelle TERRITORIA. Le Conseil approuve ce choix et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de participation avec cette mutuelle pour les agents de la Ville, du CCAS et du CENSO. Elle prendra effet au 1er janvier 2022 pour une durée de 6 ans.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

10. SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE – MODIFICATION DES STATUTS ET PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITES 2020

La Ville étant adhérente du SDEEG et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil décide :

- D'adopter les statuts modifiés du SDEEG
- De prendre acte de la communication du rapport d'activité 2020 du SDEEG
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

11. CESSION DELAISSE DE VOIRIE – PARCELLE BE 50p

Afin de régulariser l'usage d'un délaissé de voirie, Le Conseil décide de céder gratuitement la parcelle BE 50p de 26 m² au profit de Bordeaux Métropole qui a déjà la charge de la gestion de ce bout de voirie. Monsieur le Maire, ou son représentant, pourra signer tous les actes relatifs à cette affaire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

12. AVENANT POUR L'ADHESION DE NOUVEAUX MEMBRES A LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES DEDIE A L'ACHAT D'ELECTRICITE ET SERVICES AFFERENTS – DECISION – AUTORISATION

Pour permettre l'adhésion de trois nouveaux membres : les villes du Taillan-Médoc, d'Ambarès-et-Lagrave et le Centre Communal d'Action Sociale de Pessac, le Conseil approuve les termes de l'avenant à la convention constitutive du groupement de commandes dédié à l'achat d'électricité et services afférents, dont Bordeaux métropole est le coordonnateur et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cet avenant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

13. AVENANT POUR L'ADHESION DE NOUVEAUX MEMBRES A LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES DEDIE A L'ACHAT DE GAZ ET SERVICES AFFERENTS – DECISION – AUTORISATION

Pour permettre l'adhésion de trois nouveaux membres : les villes du Taillan-Médoc, d'Ambarès-et-Lagrave et le Centre Communal d'Action Sociale de Pessac, le Conseil approuve les termes de l'avenant à la convention constitutive du groupement de commandes dédié à l'achat de gaz et services afférents et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cet avenant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

**Le Secrétaire
Olivier GOUDICHAUD**